

LE ROUSSILLON

PARAISANT TOUS LES JOURS, EXCEPTÉ LE DIMANCHE

ABONNEMENTS	DÉPARTEMENT et Dép. LIMITHOPHES	LES AUTRES DÉPARTEMENTS	ESPAGNE
Trois mois	6 fr.	8 fr.	9 fr.
Six mois	12 —	15 —	16 —
Un an	20 —	28 —	30 —

BUREAUX :
RUE DES TROIS-ROIS, 1, A PERPIGNAN

Adresser à M. CH. LATROBE tout ce qui concerne la rédaction et l'administration

Reclames	la ligne	fr. 50
Annances	—	25
Annances judiciaires	—	20

Les abonnements partent du 1^{er} et du 15 de chaque mois.
Les insertions et les abonnements sont payables d'avance.

PERPIGNAN

28 JUIN 1889

UN HONNÊTE HOMME.

M. le saucissonnier de Lyon est un honnête homme. Du moins il l'a affirmé hier à la Chambre et la Chambre aimant mieux le croire que d'aller le voir a décidé que la question de savoir si M. le ministre de l'intérieur était un gredin ou un honnête homme n'était pas digne de son attention.

Il faut lire et relire le compte-rendu de la séance d'hier pour comprendre jusqu'où nos maîtres poussent la bassesse et le cynisme. La révocation de M. Richaud fait à cet égard le jour le plus complet. Imaginez-vous un fonctionnaire qui succédant à M. Constans avait fait vœu d'être loyal. On lui a immédiatement répondu : « Il n'y a pas de place ici pour les honnêtes gens ! » Et on l'a révoqué par dépêche.

C'est absolument ignoble et écœurant. Quelques membres de l'extrême gauche eux-mêmes ont demandé que la lumière se fit par la publication du rapport qui a causé la révocation du dernier gouverneur de l'Indo-Chine.

Il résulte de ce rapport que M. Constans a vendu là-bas l'influence française et s'est fait payer pour subventionner des tripots. La Chambre n'a pas bondi devant ces révélations. Une seule préoccupation s'est fait jour dans son esprit : couvrir de de son manteau toute cette boue. Aussi a-t-elle voté que la lumière ne se ferait point.

Ne faut-il pas que l'homme le plus vil de France préside aux élections prochaines ; on a besoin d'un escamoteur, d'un voleur de bulletins pour assurer le triomphe de la République, à quoi bon faire les dégoutés ? Qu'importe que ses mains soient malpropres pourvu qu'elles soient habiles, qu'importe que cet homme soit méprisable et méprisé, s'il est seul capable de faire le coup !

A des Chambres comme la nôtre il faut des Constans pour maîtres. Aussi nos amis perdent-ils leur temps, au point de vue parlementaire, à la démonstration de ces iniquités.

C'est pour leur ignominie qu'on choisit nos ministres, et, plus on la prouve, plus on augmente pour eux l'attachement de leurs valets et de leurs complices.

André DESPÉRATIONS.

SÉNAT

PRÉSIDENCE DE M. LE ROYER, président.

Séance du 27 juin 1889.

La séance est ouverte à deux heures.

Le Sénat valide l'élection de M. Le Guay, dans le Puy-de-Dôme.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration du port du Havre et de la basse Seine.

La suite de la discussion est renvoyée à demain et la séance est levée.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

PRÉSIDENCE DE M. MÉLINE.

Séance du 27 juin.

La séance est ouverte à 2 heures.
MM. Constans, Rouvier, Tirard sont au banc des ministres.

Question de M. Baudry-d'Asson.

M. le président. — La parole est à M. de Baudry-d'Asson, pour une question à M. le ministre de l'intérieur.

M. de Baudry-d'Asson annonce qu'il a l'intention de déposer une demande de crédit supplémentaire de soixante mille francs, affectés aux sinistres de la Vendée.

M. le ministre de l'intérieur dépose, un projet de loi tendant à ouvrir un crédit d'un million, pour venir en aide aux populations victimes d'inondations et d'orages, notamment à celles de la Vendée, dont il vient d'être question. L'incident est clos.

Le budget de 1890.

M. le président. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget de 1890.

MINISTÈRE DES COLONIES.

Interpellation de M. de Lanessan.

M. le président. — J'ai reçu de M. de Lanessan une demande d'interpellation, au sujet des contrats de main-d'œuvre dans la Nouvelle-Calédonie.

M. de Lanessan. — Je demande que cette interpellation soit jointe à la discussion du budget. (Assentiment.)

M. Delattre. — J'ai l'honneur de déposer un rapport au nom de la commission des pétitions, sur une pétition d'habitants de la Nouvelle-Calédonie. Je demande que la discussion de ce rapport soit jointe à l'interpellation. (Assentiment.)

M. le président. — La parole est à M. de Lanessan. (Mouvements divers.)

M. de Lanessan. — C'est en 1863 que la Nouvelle-Calédonie fut désignée pour recevoir des transportés, et, dès les premiers jours se produisent des abus. L'administration pénitentiaire voulut se créer un budget spécial, un budget indépendant, et prit ses mesures en conséquence. Elle créa des ateliers et surtout des fermes agricoles, qui ne donnèrent pas de bons résultats. Une tentative industrielle ne réussit pas non plus, et une indemnité étant due, l'administration pénitentiaire la paya en transportés, c'est-à-dire en main-d'œuvre des transportés. A la suite de protestations à cette tribune, pendant quelques années, on s'abstint de nouvelles opérations. Mais, en 1887, de nouveaux contrats intervinrent. Un industriel obtint une somme de deux millions cinq cent mille journées de condamnés, pour les travaux des mines.

M. de Susini. — C'est scandaleux !

(M. de Lanessan poursuit au milieu de l'inattention générale ; les conversations particulières étouffent la voix de l'orateur.)

M. de Lanessan. — Mais le premier besoin était de construire des routes, des phares, de préparer des défrichements, etc ; c'est ce que prescrivait la loi de 1854. Au lieu de cela, on emploie les condamnés à des travaux de ferme tout à fait illusoire, puisque depuis 1867, à Bourail, on n'a mis en culture que 70 hectares de terrain. Il y a même un contrat qu'on appelle contrat de la ballade d'après lequel on achète des terrains et des bâtiments, moyennant un certain nombre de condamnés.

On échappe ainsi au contrôle du Parlement en achetant des propriétés, qui sont payées en journées de travail. Les transportés ne sont pas seulement des esclaves, ils jouent le rôle de monnaie.

Je propose l'ordre du jour suivant : « La Chambre, invitant le gouvernement à faire cesser les abus signalés en Nouvelle-Calédonie, passe à l'ordre du jour. » (Rares applaudissements à l'extrême gauche.)

M. Etienne, sous-secrétaire d'Etat aux colonies. — Je reconnais l'existence des contrats de main-d'œuvre ; mais l'industrie s'étant développée, on a cessé alors la main-d'œuvre aux Compagnies. A défaut de cet emploi, il aurait fallu voter des crédits pour la construction de nouvelles routes ou tenir les condamnés oisifs. Sans doute, il serait préférable de jeter sur les chantiers les libérés. Mais, ils ne veulent pas se livrer à un travail plus pénible, parce que la transportation les a habitués à un régime plus doux. Il faut achever le réseau de routes, livrer aux colons les condamnés dignes de cette faveur, laisser faire les travaux par le conseil général et mettre en œuvre les éléments dont on dispose. (Applaudissements au centre.)

M. de Lanessan. — Je dirai à M. le sous-secrétaire d'Etat qu'il n'a répondu que très incomplètement aux faits allégués précédemment. Ainsi, la propriété de Cudozo, sur 7,000 hectares, en a à peine 200 de cultivables, par suite du manque d'eau. (Bruit au centre.) Il était donc inutile de l'acquiescer. En résumé, il est constant que les contrats ont fait des travailleurs condamnés une

monnaie ; ce qui n'est ni légal, ni économique. (Très bien ! très bien ! sur quelques bancs.)

Cris : Aux voix ! aux voix !
L'ordre du jour pur et simple est demandé. Mis aux voix il est adopté par 310 voix contre 239. (Mouvement protégé.)

Budget du service des colonies Interpellation de M. de La Martinière.

M. de La Martinière. (Mouvement d'attention.)

— Je me propose de demander compte au gouvernement des récents changements qui ont eu lieu dans le personnel des hauts fonctionnaires d'Indo-Chine. On a vu avec surprise le dernier gouverneur général, qui paraissait remplir ses fonctions dans l'ordre d'idée recommandé par la Chambre, brusquement rappelé à la suite d'un changement de ministère qui n'avait aucun rapport avec l'Indo-Chine. Bien des commentaires ont été faits dans la presse. J'ai lu, dans un journal que des discussions se sont produites à ce sujet dans le cabinet. (Bruit à gauche.)

Cris. — Quel est ce journal ?
M. Cunéo d'Ornano. — On ne pourra plus citer la *Petite France* maintenant. (Rires.)

M. de La Martinière. — Comme député, j'ai le droit de demander compte au gouvernement de ses actes à ce sujet ; et, tout d'abord, je déclare qu'il n'y a rien de vrai dans les insinuations qui ont paru dans les journaux officieux. (Bruit à gauche.)

Voix à gauche : Cela ne signifie rien, les journaux.

M. Clovis Hugues. — Ne les payez pas, les journaux, si cela ne signifie rien. (Rires et bruit.)

M. de La Martinière. — Je déclare que je viens seul, ici, en mon nom personnel. Je n'ai d'alliance avec personne. Voici les faits : M. Richaud quitte Saigon, à bord du *Calédonien*, le 27 mai, saisi par une foule nombreuse. Le 30 mai, il fut obligé de se coucher et succomba le lendemain ; deux heures après sa mort, le corps dut être immergé. La politique coloniale avait fait une nouvelle victime. (Mouvements divers. — Interruptions incessantes sur les bancs de la gauche, qui font de l'obstruction et veulent empêcher l'orateur de continuer.)

La carrière de M. Richaud a été très brillante, et les services qu'il a rendus dans l'administration des colonies sont nombreux. (Très bien ! très bien !)

C'était un homme d'une grande valeur, et il était à la hauteur de la difficile tâche que le gouvernement lui avait confiée.

(Le bruit se fait de plus en plus violent à gauche.)

M. Sevaistre, à M. Méline. — Mais faites donc respecter la liberté de la tribune, monsieur le président. (Très bien ! à droite.)

M. de La Martinière. — Cependant, au bout d'un an, avant qu'il eût donné sa mesure, il était brusquement rappelé. Que pouvait-on lui reprocher ? On lui a opposé un discours prononcé au conseil colonial ; mais ce discours répondait au programme de la Chambre en recommandant l'union de tous les pouvoirs pour achever l'œuvre de la colonisation.

Voici un passage du journal local. (Tapage persistant à gauche.)

Je ne m'explique pas cette horreur subite de la presse.

(M. Pelletan interrompt. Sa voix est couverte par les vociférations de la gauche, que la voix grêle de M. Méline ne peut arriver à dominer.)

M. de La Martinière. — Le langage de M. Richaud a été pourtant très correct à l'égard de tous ses prédécesseurs, y compris M. Constans. La véritable cause du rappel de M. Richaud, je la trouve dans les termes des dépêches télégraphiques qu'il avait adressées au gouvernement, en mai 1888. (Mouvement.) La dépêche lui retirant son mandat le constate elle-même ; mais, que contenaient donc ces dépêches de mai ?

(Le bruit continue à gauche.)

M. de La Martinière. — Vous avez beau m'interrompre, je ne quitterai pas la tribune avant d'avoir tout dit. (Applaudissements à droite.) Dans une des dernières lettres qu'il ait écrites, M. Richaud écrit que le coup était fait, que c'était la vengeance de M. Constans, et qu'on lui avait dit : « Il n'y a pas de place, ici, pour les honnêtes gens. » (Mouvements prolongés.)

Voix à gauche. — Est-ce l'original ?

M. de La Martinière. — Je l'ai copié, moi-même, sur l'original. (Mouvement.) A défaut des dépêches de mai 1888, qui avaient coûté 9 ou 10 mille francs et qui devaient donc bien être importantes, voici un rapport officiel de M. Richaud, qui confirme sa dépêche, et où il déclare, qu'au risque de s'attirer des haines implacables, il a cru devoir tout dire ; que les cadeaux reçus par M. Constans (Ah ! ah ! à droite. — Tumulte à gauche) avaient soulevé une indignation universelle, surtout par leur coïncidence avec l'autorisation donnée au roi Norodom de rétablir le jeu des 36 Bêtes et que cet exemple, venu d'en haut, présentait un caractère de démoralisation. (Applaudissements à droite.) Voilà les faits dans leur brutalité. Vous êtes des juges. (Interruption et tapage à gauche.)

Voilà ce que devaient contenir, avec d'autres faits, la dépêche du 23 mai au président du conseil. On ne saurait faire trop de lumière. (Applaudissements à droite.) Il faut que le gouver-

nement produise le texte de la dépêche. (Très bien ! très bien ! à droite.) Oh ! le gouvernement s'est déjà préoccupé de cette question. Témoin, la dépêche envoyée à Marseille, pour que les caisses contenant les papiers de M. Richaud, soient envoyées à Paris, où elles seront ouvertes. Le cabinet actuel doit songer d'abord à la veuve et aux enfants du fonctionnaire, qui a fourni vingt-sept ans de loyaux services. Il doit examiner ensuite la gestion d'un autre gouverneur général (Mouvement), et s'il y a eu concussion, le renvoyer devant la cour d'assises. (Longue émotion.)

Une double salve d'applaudissements accueille, à droite, la fin du discours de M. de La Martinière qui reçoit, en se rendant à sa place, les félicitations de tous ses amis de la droite. La gauche est atterrée.

Réponse de M. Tirard.

M. Tirard, président du conseil. — Voici les motifs du rappel en France de M. Richaud. A plusieurs reprises, la politique coloniale a été, à cette tribune, l'objet de discussions auxquelles ont pris part notamment l'honorable M. Constans. (Exclamations sur les bancs boulangistes.) Et la politique du gouvernement a reçu l'assentiment de la majorité du Parlement et du pays. Or, M. Richaud, au lieu de continuer la politique de M. Constans et du gouvernement, c'est-à-dire d'associer le plus étroitement possible les indigènes à l'administration de la colonie, s'est prononcé pour une politique qui aurait entraîné de grandes dépenses, et la prépondérance de l'élément militaire. C'est pour cela que le gouvernement a cru devoir le remplacer. (Protestations à droite.)

On me permettra de m'étonner de voir ces dépêches entre les mains de M. de La Martinière. (Rires et exclamations à droite.) Mais on n'a pas méconnu les services de M. Richaud ; et la dépêche même qui le rappelait lui annonçait une compensation ; la mesure n'avait donc rien de rigoureux. L'on ne peut dénier le droit au gouvernement de choisir ses fonctionnaires. Le gouvernement a donc fait son devoir, et la majorité de la Chambre voudra bien le reconnaître. (Rares applaudissements au centre.)

Discours de M. de La Porte.

M. de La Porte. — C'est une chose délicate, pour un ancien sous secrétaire d'Etat, de prendre la parole sur cette affaire ; mais il n'est pas possible de laisser passer l'appréciation inexacte que M. le président du conseil vient de faire de la politique suivie en Indo-Chine par la précédente administration.

Jamais M. Richaud n'a été, au Tonkin, le représentant du pouvoir militaire. L'administration d'alors voulait, au contraire, procéder rapidement à la réduction de l'effectif, et des mesures ont été prises en ce sens. La n'est pas la cause du rappel de M. Richaud. Elle est dans le dissentiment qui a éclaté entre ce dernier et son prédécesseur, M. Constans.

La Chambre n'a pas oublié l'interpellation qui a eu lieu à ce sujet. J'ai repoussé, jadis, toute solidarité avec M. Constans, et je la repousse encore aujourd'hui.

Je ne reculerais pas, s'y j'y suis forcé. Je ferai la lumière complète ; et si M. Constans me demande pourquoi je repousse toute solidarité avec lui, je le lui dirai. (Applaudissements à l'extrême gauche et à droite. Longue agitation.)

M. le ministre de l'intérieur. — Je désire qu'on aille jusqu'au bout des accusations.

M. de La Porte. — Je ne vous ai pas accusé. (Si ! si ! au centre.)

M. le ministre de l'intérieur. — Je désire que vous précisiez, parce qu'il est impossible qu'on s'en tienne à des réticences calculées. (Très bien ! au centre.) Je déclare que je n'ai jamais reçu aucun reproche de M. de La Porte, dont j'ai été le subordonné, et je le somme d'apporter à la tribune des accusations précises. (Très bien ! au centre. Agitation prolongée.)

M. de La Porte monte à la tribune. — Je n'ai parlé que de la politique en Indo-Chine, et c'est sur ce point que je refuse toute solidarité avec l'ancien gouverneur de l'Indo-Chine. Cette politique est connue, et je ne croyais pas nécessaire d'y revenir. (Bruit. Exclamations.) J'ai fait allusion à certaines affaires, sur lesquelles nous étions en désaccord, M. Constans et moi. Je n'ai rien à en retirer. Je m'en réfère, d'ailleurs, à ce que j'ai dit au mois de juin 1888, à propos de l'autorisation donnée par M. Constans au roi Norodom, de rétablir le jeu des Trente-six Bêtes. (Bruit.)

Voix à gauche : Des faits ! des faits !

M. Cousset. — Vous êtes le complice inconscient des calomnieux. (Violent tumulte. Applaudissements au centre.)

M. de La Porte. — Il y a un moyen de savoir toute la vérité ; c'est d'ouvrir une enquête.

(Nouveau tapage. Le centre hurle et gesticule. M. Méline, désespéré, agite en vain sa sonnette.)

Ce fonctionnaire a été rappelé à la suite d'un dissentiment avec son prédécesseur.

A gauche le tumulte est à son comble.

Voix à gauche : Ce n'est pas ! ce n'est pas ça. Précisez les accusations.

M. de La Porte veut continuer.
Cris : Assez ! assez ! Le tumulte est incessant, on n'entend rien.

L'ancien sous-secrétaire d'Etat dit, en terminant : « Le gouvernement peut faire toute la lumière sur ces dissensions, en donnant lecture de la dépêche du 28 mai. » (Applaudissements à droite.)

M. Constans, ministre de l'intérieur. — Quand un ancien sous-secrétaire d'Etat monte à cette tribune, en disant qu'il va préciser les accusations qu'il laisse planer sur un membre du gouvernement, et qu'il descend comme il y est monté, je lui ferai trop d'honneur en lui répondant. (Applaudissements au centre.)

Il est temps que ces accusations cessent. On m'a menacé de révélations, on n'en fait aucune. Après une vie de travail, je n'ai aucune révélation à craindre. (Nouveaux applaudissements au centre. Exclamations à droite.) La dépêche du 21 mai a été communiquée à plus de vingt journaux par le précédent sous-secrétaire d'Etat (Exclamations prolongées), et j'ajouterais que M. de La Porte devait connaître les documents qui viennent d'être communiqués par M. de La Martinière. (Bruit prolongé.)

M. de La Martinière. — C'est une erreur.

M. de La Porte. — Je proteste aussi.

M. Constans. — Si cette dépêche est si grave, pourquoi avez-vous insisté, M. de La Porte, auprès de moi, pour me faire retourner en Cochinchine. (Rires.)

M. Granet. — Je demande la parole.

M. Cunéo-Ornano. — Je demande la parole.
M. Constans, ministre de l'intérieur. — Je ne veux point récriminer contre un homme dont la tombe est à peine fermée. Je m'abstiendrai de juger la politique des fonctionnaires, qui étaient alors en Indo-Chine. J'ajouterais que ce n'est point sur ma demande et sur mon initiative personnelle que les mesures dont on parle ont été prises. (Très bien ! très bien ! au centre.)

M. Granet, très ému, parlant très bas. — Les amis de M. Richaud n'ont point approuvé le débat qui vient de s'ouvrir, et regrettent qu'il ait eu lieu. Il eût été plus équitable de s'occuper des intérêts de sa veuve et de sa famille. Les papiers de M. Richaud seront ouverts dans des conditions qui donneront toute garantie à ses amis et à sa mémoire. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Cris : La clôture !

M. Millerand. — Je propose la résolution suivante : « La Chambre invite le gouvernement à lui communiquer le texte officiel et intégral de la dépêche de M. le gouverneur général Richaud, en date du 23 mai 1888. » (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Cris : La clôture ! la clôture !

La clôture est prononcée. (Protestations à droite.)

M. de La Martinière. — On n'a pas répondu un seul mot à mes arguments. (Applaudissements à droite.)

Cris au centre. — La clôture !

M. de La Martinière. — La résolution de M. Millerand s'impose au vote de la Chambre ; mais il faut compléter la production de la dépêche par la production des rapports officiels. Il y en a un, notamment, sur l'autorisation qui serait donnée à un M. Constans de fournir les cercles chinois, qui sont de véritables tripots. De l'argent aurait été distribué à des intermédiaires véreux. Autrement on pourrait dire encore : « Il n'y a plus de place ici pour les honnêtes gens ; allons-nous en ! » Applaudissements prolongés à droite.)

M. Tirard. — Personne ne redoute la lumière moins que moi ; mais il est impossible que le gouvernement accepte la résolution de M. Millerand. (Applaudissements ironiques à droite.)

Il y a un parti pris de déconsidérer le régime républicain par le scandale ; mais le gouvernement fera son devoir jusqu'au bout ; il maintiendra l'ordre et la tranquillité jusqu'à ce que le pays ait recouvré la parole. (Applaudissements au centre.)

M. Millerand. — Je suis d'avis, qu'en présence du parti pris de déconsidérer le régime républi-

cain, il faut choisir entre les deux partis ; ou bien ne répondre à rien....

Voix au centre : Nous ne répondons pas. (Applaudissements ironiques à droite.)

M. Millerand. — Et s'en fier aux bons sentiments du pays en méprisant les calomnies.

Ou bien, tout en négligeant les injures et les outrages, répondre aux accusations en faisant la lumière et en recherchant les responsabilités ; car, quand on vient de porter des accusations sur un homme politique, qu'on met en doute son honorabilité, qu'on peut compromettre le régime républicain, il faut que la lumière se fasse entière. La dépêche du 23 mai est un document que, pour l'honneur du parti républicain, il faut rendre public ; et je suis sûr que ce n'est pas l'ancien président du conseil qui s'opposera à ce que ces documents soient publiés.

M. Floquet. — A l'époque où arriva la dépêche de M. Richaud, j'étais président du conseil et je déclare qu'elle n'a été communiquée à personne. J'ajoute que le gouvernement n'est pas obligé de la faire connaître. (Très bien ! à gauche et au centre.)

M. le président. — Je mets aux voix la proposition de M. Millerand.

Le vote.

La proposition Millerand insistant le gouvernement à publier la dépêche de M. Richaud est repoussée par 304 voix contre 258.

M. le président. — J'ai reçu de M. Granet une proposition de loi tendant à l'attribution d'une pension nationale à la veuve de M. Richaud.

Les chapitres 1 et 2 du budget colonial sont adoptés.

Les chapitres 3, 4, 5 (personnel des services civils de la justice et des cultes aux colonies), sont adoptés, après le rejet de quelques amendements.

Le chapitre 6 (personnel des services militaires aux colonies), est adopté.

La Chambre met en tête de l'ordre du jour de demain le projet sur le Panama.

La séance est levée.

Fraudes sur les vins.

Le parquet instruit en ce moment une affaire relative à des fraudes commises au préjudice du trésor, et ce préjudice atteindrait, d'après le rapport de l'expert, le chiffre de 1.600.000 fr. L'inculpé est un fabricant de vin de raisins secs. Ce fabricant ne déclarait, paraît-il, aux employés de la régie chargés de visiter son usine, qu'une cuvée au lieu de cinq qu'il produisait en peu de temps en précipitant les cuvées à l'aide de levure.

D'après les renseignements fournis par un ancien ouvrier de la maison, deux employés de la régie se seraient rendus complices de la fraude, ils auraient reçu chaque mois, pour ne pas la dévoiler, la somme de 500 fr.

L'enquête, qui ne fait que commencer, établira si cette dernière accusation est justifiée.

Robespierre se fût récuse.

On trouve dans la collection de la *Gazette nationale* (plus tard le *Moniteur universel*), à la date du mardi 28 août 1792, la pièce qui suit :

« Mélanges »

« AU RÉDACTEUR. »

« Certaines personnes ont voulu jeter des nuages sur le refus que j'ai fait de la place de président du tribunal destiné à juger les conspirateurs. Je dois compte au public de mes motifs.

« J'ai combattu, depuis l'origine de la Révolu-

tion, la plus grande partie de ces criminels de lèse-nation. J'ai dénoncé la plupart d'entre eux ; j'ai prédit tous leurs attentats lorsqu'on croyait encore à leur civisme : je ne pouvais être le juge de ceux dont j'ai été l'adversaire et j'ai dû me souvenir que s'il étaient les ennemis de la patrie, ils s'étaient aussi déclarés les miens. Cette maxime, bonne dans toutes les circonstances, est surtout applicable à celle-ci. La justice du peuple doit porter un caractère digne de lui : il faut qu'elle soit imposante autant que prompt et terrible.

« ROBESPIERRE. »

Il nous a paru utile et piquant de reproduire ce document à l'heure où la commission d'instruction de la Haute-Cour de justice vient de remettre le dossier de ses enquêtes dirigées contre le général Boulanger et ses prétendus complices à M. le procureur général. Il en résulte que, dans ce procès, un homme tel que Robespierre n'eût pas accepté d'être juge. Il en résulte que M. Léon Renault copiait presque textuellement, quoique sans s'en douter, le député d'Arras, lorsqu'il écrivait à ce propos : « Je le hais, je ne puis donc être son juge. »

Nous soumettons le précédent aux méditations des honnêtes gens du Sénat.

(Observateur français.)

CHRONIQUE LOCALE

Nécrologie. — Hier matin ont eu lieu sur la paroisse Saint-Jean au milieu d'un grand concours de parents et d'amis les obsèques du regretté M^e Prosper Audonnet. Un piquet lui a rendu les honneurs funèbres. Sur le parvis de l'église, au moment où on allait emporter le corps à Prats-de-Molló, M. de Bruguière, au nom de la corporation des avoués, a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

Il y a quelques mois à peine le palais était en deuil !

C'était M^e Henri Delcros, avocat, cette grande figure du barreau Perpignanais dont le souvenir restera longtemps parmi nous, que nous accompagnions à sa dernière demeure et j'eus l'honneur dans cette triste circonstance de joindre ma parole à celles plus autorisées de l'éminent président du tribunal et de l'honorable bâtonnier de l'ordre.

Aujourd'hui, c'est la Compagnie des avoués qui perd en M^e Prosper Audonnet, un de ses membres des plus estimés et des plus sympathiques et vient par mon organe lui rendre un éclatant hommage.

Lui, qui par sa vigoureuse constitution semblait appelé à une longue carrière, il nous est ravi comme par un coup de foudre !

Cruelle maladie ! insignifiante au début, elle éclate subitement, faisant des ravages terribles, mettant au défi la science médicale, impuissante à la combattre et ne laissant pas la moindre illusion à ceux qui ne quittent pas le chevet de son lit, jetant l'alarme au dehors.

Par une ironie du sort, Audonnet meurt le jour de sa fête et ces fleurs que sa chère femme et ses enfants s'approprièrent comme tous les ans à lui offrir le jour de saint Prosper au milieu des doux épanchements de la famille, les voilà maintenant transformées en fleurs funéraires ! Etrange et triste contraste bien fait pour arracher des larmes aux cœurs les plus endurcis !

Si j'en juge par celles que je vois couler et par l'immense concours de magistrats, de membres

du barreau, de compagnons d'armes et d'amis venus pour saluer sa dépouille mortelle, sa perte est vivement ressentie !

C'est que M^e Audonnet, d'une modestie sans égale, était un noble cœur, un époux modèle, un confrère sérieux, un ami fidèle et dévoué, qui joignait, chose rare, les qualités du cœur à celles de l'esprit.

Si un grand écrivain a dit : Le style, c'est l'homme même, on peut dire aussi que la physionomie d'un homme reflète souvent ses propres sentiments.

Celle de M^e Audonnet ne trompait pas ; grave, douce, calme et souriante, elle trahissait bien la sérénité et la candeur de cette âme incapable d'une faiblesse.

Aussi, est-ce, vous le comprenez, sous l'empire d'une profonde et sincère émotion que je viens, faible interprète des sentiments de mes chers confrères, dire un suprême adieu à celui que nous pleurons et vous retracer sa vie si bien remplie.

Prosper Audonnet, Messieurs, naquit à Caudiès le 22 février 1846, il avait 43 ans à peine.

Après de brillantes études au collège de Perpignan, puis au Lycée de Carcassonne, couronnées par des succès universitaires, il alla s'inscrire comme étudiant à la Faculté de droit de Paris où il se fit recevoir d'abord Licencié, puis Docteur.

Pour arriver à ce double but, il n'est pas de sacrifice qu'il ne sût s'imposer. Les ressources de notre jeune étudiant étaient modiques, mais forte était sa volonté. Il lui fallut une grande énergie et un grand désir de parvenir, perdu dans ce Paris si plein de séductions et d'entrainements, pour vivre comme il le fit uniquement de privations dont ne se sont pas doutés ceux de ses camarades plus fortunés mais moins rangés, qu'il trouvait encore moyen d'obliger, ainsi qu'il aimait à le rappeler dans ses causeries intimes.

Avec le travail et la conduite, il devait forcément arriver.

Dès qu'il fut pourvu de son titre de Docteur, il revint en Roussillon et s'occupa d'orienter son avenir, mais arrivent les heures sombres, la Guerre éclate, la Patrie, cette chère Patrie, est menacée ; le Prussien, cet orgueilleux et redoutable ennemi, a souillé le sol Français. La fibre patriotique s'émeut et la France fait appel à tous ses enfants.

Audonnet part comme mobile sous les ordres de ce brave et vaillant colonel Falcon dont le nom, dussé-je blesser sa modestie, est désormais attaché à l'histoire de notre défense nationale. En qualité de sergent il fait successivement partie de ces armées des Voges, de la Loire et de l'Est à jamais célébrées dans les fastes de notre pays. Il assiste aux combats de Châtillon-le-Duc, de Ladon, de Beaumé-la-Rolande et de Villersexel.

Là, les Prussiens sont les maîtres du village ; le 2^e bataillon dont fait partie Audonnet reçoit l'ordre de les déloger. Plein de bravoure et d'entrain, celui-ci s'élance à l'assaut, sabre au clair, à la tête de ses hommes qu'il excite et encourage. Après une lutte des plus vives et un combat des plus meurtriers la position est enlevée, mais Audonnet est tombé sur le champ de bataille frappé de deux coups de feu.

Cette belle conduite devait trouver sa récompense. Aussi lorsque la paix arrive, Audonnet reçoit la distinction bien méritée de chevalier de la Légion d'honneur.

Plus tard, en 1876, il fut nommé juge de paix du canton d'Olette où, pendant un an environ, il

Marquis de Villepreux

par M. DU CAMPFRANC.

A la vue de ce voyageur, d'une distinction parfaite et d'une grâce achevée, l'hôtelier, coiffé du bonnet traditionnel et serré comme une guêpe dans son joli costume, s'inclina profondément, car il reconnaissait, aux grandes manières de l'étranger, qu'il recevait un personnage important, un gentilhomme de marque. Il s'empres- sait à le servir ; et, au bout de quelques instants, le seigneur français se trouva sur la terrasse à prendre le frais, à humer le parfum des fleurs printanières, à voir les ombres des palmiers s'allonger devant lui. Sur un guéridon de marbre fumait le plus raffiné des repas, et Yves se mit à déguster une fine volaille et une bouteille du vieux santorin, « cette ambrosie des dieux », disait Sourousis, ce vin incomparable qui réjouit les palais délicats par son bouquet délicieux, et qui flatte le regard par sa belle couleur de topaze.

Yves tendit son verre et but de nouveau.

Il laissa échapper un soupir de satisfaction. Il trouvait doux, exquis, l'état de millionnaire. Il constatait, une fois de plus, qu'il était né pour la fortune ; une prédestination qu'il devait partager avec beaucoup de ses contemporains, sans doute... Mais tous ne se trouvent pas dans une barque avec un mort qui ne peut défendre ses millions.

Il frissonna. Il revit le mort sur la prairie d'algues vertes et le santorin, si exquis à la minute précédente, lui parut plus amer que l'absinthe.

Quelques jours s'écoulèrent et le marquis de Villepreux, las de la vie d'hôtel, fit choix d'une élégante maison, décorée de colonnes de marbre, et située rue d'Hermès, non loin de l'Ecole française et de la délégation de Russie.

Par un soir de mars, Yves se tenait dans son petit salon, imprégné d'une forte odeur de tabac turc, drapé de tissus de Smyrne, et meublé de divans. Il venait d'écrire à ses tenanciers de Bourgogne. A force d'étudier l'écriture du dernier descendant des Villepreux, il était parvenu à l'imiter. Il signait comme le mort, avec les mêmes parafes autour du nom volé. Il signait en palissant, l'œil inquiet, car il n'ignorait pas que voler un nom est une escroquerie plus vile encore que la rapine d'un coffre-fort. Il signait, de sa main enfiévrée, il apposait, sur le cachet de cire, ses armes : un lion en or sur fond de gueules portant cette fière devise : « Dieu et honneur. » Il apposait les armes, et la conscience du malheureux lui enfonçait, au plus profond de l'âme, son terrible aiguillon.

Quand donc trouverait-il le repos ? Quand donc oublierait-il les leçons de droiture et de justice données par sa vieille mère dans la chaumière bretonne ? Qu'était-ce donc que cet odieux et ridicule remords. Sa conscience ne se lasserait-elle pas de la lutte ? Entrerait-elle enfin en léthargie ?

Yves cacheta sa lettre, mit l'adresse et s'approcha d'une coupe en porphyre, où s'élevaient une profusion de cartes. On lisait, sur les différents carrés de bristol : Stoutz, Mavrocardato,

Mourrousi, Argyropoulo. Tous les fils des plus grandes familles athéniennes s'étaient empressés de rendre la première visite du marquis. Au milieu de ces cartes, Yves prit un billet arrivé la veille. Il le relut :

« 20 mars 18... »

« Je vous attends demain soir, mon très cher. Je vous présenterai à mon meilleur ami, Elie Michelin. Cet illustre érudit vient d'obtenir une médaille pour son beau travail sur l'Acropole, et tous nous porterons un toast à ce remarquable archéologue, aussi modeste que savant.

« Votre tout affectueux,

« ELLIOTT. »

Yves passa dans la pièce voisine et sonna Constantin. Ce valet de chambre alerte, habillait son maître avec goût. Le tailleur du marquis excellait dans son art, son gantier avait reçu des médailles, son bottier donnait aux chaussures une grâce inimitable, et la toilette achevée, Constantin s'écria dans un transport d'enthousiasme :

— Mounsiieur le marquouis est incomparable. Il sera la coqueluche des damouzelles.

En peu de temps Yves fut au Pirée. Presque tous les invités étaient groupés sur le pont du yacht Elliott, lorsque le marquis de Villepreux quitta son caïque. De beaux laquais, raides, attendaient à l'entrée du portique, figurant la porte du salon.

Oh ! les superbes laquais ! qu'ils étaient bien poudrés ; quelle tenue de membres du parlement. Ce mollet blanc, au-dessus des souliers à boucles d'argent, et cette perruque à bourse, liée par un ruban, reportaient l'esprit au beau temps des Stuarts. Yves eut une réflexion amère : « Ils sont déguisés... comme moi !... » Mais il ne

s'arrêta pas à cette pensée qui venait de mettre une rougeur vive sur sa joue brune. Un des laquais, posé devant lui, paraissait attendre une confidence. Yves donna son nom, et ce nom : Marquis de Villepreux ! lancé d'une voix retentissante, résonna jusqu'aux extrémités du pont. Toutes les têtes se redressèrent ; les conversations s'interrompirent. Le marquis de Villepreux ! C'était lui, l'intéressant naufragé, dont l'histoire avait le piquant d'un roman, le pathétique d'un drame. Lui, le riche des riches, dont on racontait, dans cette ville d'Athènes, où l'argent est si rare, les prodigalités en luxe et en aumônes. C'était le magnifique, le généreux.

Lord Elliott serrait cordialement les mains du nouvel arrivé et le présentait à ses compatriotes, aux officiers anglais, en habits rouges, ayant tous le plus grand air, tous parfaitement calmes et dignes. Le marquis fit ensuite le tour du pont. Après s'être incliné devant les nobles dames, avec une courtoisie un peu hautaine, il se rapprocha du héros de la fête, d'Elie Michelin, le vieux savant, à la barbe blanche, au crâne si luisant qu'il semblait en ivoire, et à l'œil bleu, encore plein de vie sous ses sourcils épais.

La conversation s'engagea. Yves s'exprimait bien, avec des expressions pittoresques, des citations heureuses, une mémoire précise des faits anciens, et le vieillard fut bientôt conquis.

Un quart d'heure ne s'était pas écoulé, que cet homme de science parlait avec un extrême enthousiasme de ses fouilles au Parthénon. Il disait combien il était heureux d'avoir trouvé, à Athènes, une chère demeure située aux flancs de l'Acropole, voisine des ruines antiques, où il passait sa vie dans des rêveries pleines de charme ; sa pensée captivée et comme bercée par les souvenirs d'un passé sans égal.

(La suite au prochain numéro.)

mit au service de la justice ses qualités éminemment conciliantes.

Dans ces fonctions, son activité ne trouvait pas un aliment suffisant, il vint s'inscrire au barreau de Perpignan où il plaça avec succès pendant quelque temps, puis il remplaça, en 1879, M^r Rivals, avoué décédé. Officier ministériel M^r Prosper Audonnet a été irréprochable, il nous quitte emportant l'estime et la considération de tous.

Vous parlerai-je de sa mort, Messieurs, elle a été celle d'un chrétien et d'un stoïque. Prévenu par un ami que ses heures étaient comptées, il a accueilli cette communication faite pour abattre les plus braves avec une résignation et un courage qui ne se sont pas un seul instant démentis.

Pour regarder la mort en face, sans défaillance, lorsqu'on laisse après soi des êtres qui vous sont chers, il faut plus que du courage, il faut être sans peur et sans reproche, avoir une âme fortement trempée.

Telle était celle de M^r Audonnet, tel a été, Messieurs, le confrère que nous perdons.

Si l'éloge que je viens de prononcer peut être sinon une consolation du moins un adoucissement à la douleur de sa veuve éplorée, de ses jeunes enfants à qui il laisse un nom pur et sans tâche et de son vieux père dont il était l'espoir et le soutien, je me féliciterai de l'honneur qui m'a été donné de remplir ce pieux et douloureux devoir.

Des hommes comme Audonnet peuvent être proposés comme exemple, et l'on doit s'incliner avec respect devant leur dépouille mortelle.

Adieu, cher et regretté confrère ; désormais tes cendres vont reposer au pied de ces belles montagnes de Prats-de-Mollo si chères à nos cœurs ; en les leur confiant regois nos adieux et que ta famille reçoive aussi l'expression de nos sympathiques condoléances.

Au nom des avoués de Perpignan, Adieu.

Ce discours achevé, M^r Jammet a remercié en termes émus au nom de la famille et retracé les derniers moments si chrétiens de notre ami.

Certificat d'études primaires. — Canton de Saint-Paul. — Nombre des candidats : 49.

Ont été définitivement admis :
Ecole de garçons de Saint-Paul : Raynaud, Pech, Rouzeaud, Mournet.

Ecole de filles de Saint-Paul : Audonnet Marie.

Ecole d'Ansignan : Cayre Marie.

Ecole de garçons de Caudiès : Benet.

Ecole de filles de Caudiès : Olive Emma.

Ecole de Fenouillet : Mérou.

Ecole de Fosse : Pélissier Pierre, Pélissier François, Pélissier François-Agnès.

Ecole de Lesquerde : Armingaud Félise.

Ecole de garçons de Maury : Aubigna, Catala, Lafage, Mérou Irénée, Montagné, Palet, Pous.

Ecole de filles de Maury : Crabié Pauline, Estève Marie, Lafage Ernestine, Ormière Anna.

L'appel de la classe. — En

prévision du vote prochain de la loi sur le recrutement, le ministre vient de décider que l'appel des jeunes soldats de la classe 1888 aurait lieu, dès cette année, à la même date pour toutes les armes. En conséquence, le contingent de la cavalerie sera appelé en même temps que ceux des autres armes. Le départ n'aura pas lieu avant le 1^{er} novembre, les élections générales d'octobre rendant difficile la mise en route des jeunes soldats avant cette date.

La dispense de l'article 17.

— On se souvient que la classe de 1886 n'a pas eu de deuxième portion. Nous avons annoncé, d'autre part, que dix mille hommes de cette classe seront renvoyés dans leurs foyers au mois de septembre prochain. On s'est demandé à ce sujet si les jeunes gens ainsi libérés du service actif se trouveront, par le fait de ce renvoi anticipé, déchu du droit de conférer la dispense à leurs frères puînés, ainsi que la loi le veut pour les hommes ne passant qu'une année sous les drapeaux. Le ministre de la guerre vient de décider que les dix mille hommes dont il s'agit étant congédiés par anticipation, ne doivent pas être considérés comme formant une deuxième portion et que, dans ces conditions, ils confèreraient la dispense prévue par l'article 17.

Le transit des vins à Port-Bou. — Du 16 au 22 de ce mois, il est passé à Port-Bou, à destination de :

Paris, 94.826 litres de vins. — Bordeaux, 58.434 litres de vins. — Cette, 109.375 litres de vins. — Montpellier, 967.714 litres de vins. — Divers, 484.287 litres de vins.

Soit un total de **1.714.536** litres.

Sept jours à Paris. — Le 9 juillet prochain, la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée organisera un nouveau train de plaisir pour Paris. A cette occasion, la Compagnie du Midi délivrera des billets d'aller et retour pour Paris, via Neussargues-Arvant aux mêmes conditions que le mois dernier.

Les départs auront lieu aux dates suivantes :

De Prades et de Port-Vendres, le 8 juillet ; de Perpignan et de Rivesaltes, le 9 juillet, par le train n° 802.

L'arrivée à Paris aura lieu le 10 à 10 h. 13' du matin.

L'électricité à Perpignan. — C'est le mercredi 3 juillet prochain, et non demain samedi, que l'inauguration de l'éclairage électrique aura lieu au théâtre de Perpignan.

Conseil de guerre. — Le conseil de guerre du 16^e corps d'armée a jugé hier le nommé Georges Paravy, âgé de 31 ans, né à Bonneville (Savoie), ex-sergent garde-malade au 12^e de ligne à Perpignan, accusé d'avoir dérobé 71 mètres de galons, 58 chemises, 70 caleçons, 70 pantalons de treillis, appartenant à l'Etat.

Paravy s'était enfui et le conseil de guerre le condamna, pour vol, le 20 novembre 1883, à 5 ans de réclusion et à la dégradation militaire.

Un chapelier de Perpignan, nommé Vergé, convaincu de complicité par recel, fut arrêté et condamné à 2 ans de prison.

Paravy, quelques temps après, était extradé de la Suisse où il habitait et où il était marié.

Le conseil l'a acquitté.

Paravy sera reconduit à la frontière, car il est sous le coup de poursuites pour désertion, délit militaire pour lequel l'extradition n'est pas reconnue.

Défenseur : M^r Saumade.

Commissaire du gouvernement : M. Bertrand, lieutenant au 160^e de ligne.

Contraventions. — Des procès-verbaux ont été dressés contre deux limonadières pour fermeture tardive de leur établissement.

Contre deux filles soumises, pour tapage nocturne.

Sorède. — On écrit à la Dépêche :

« M. Edmond Bartissol a commencé ses tournées électorales. »

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

Un arrêté modèle. — Le Maire de Rivesaltes vient de prendre l'arrêté concernant les bains :

« Il a visité, le 25, Palau, Saint-André, Sorède, Laroque. Il n'a pas parlé, mais il a bu, n'hésitant pas à aller dans les cafés boulangistes, que son entourage connaissait, afin de profiter de leurs voix. »

« On attendait de lui des discours, il n'a montré que sa barbe de bonapartiste. »

« Il est vrai que boulangistes et bonapartistes peuvent s'entendre ! »

tant d'un contrat, il démontre que le Roussillon n'a jamais été ce qu'on appelle « un pays de féodalité » et que les rares vestiges de cette époque calomniée avaient disparu à la fin du XVIII^e siècle.</

Étude de M^e J. LLAMBY, licencié avoué à Perpignan, successeur de M^e A. SAISSET, rue de l'Incendie, 2.

A VENDRE aux enchères sur saisie - immobilière

Le lundi vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-neuf, à dix heures du matin, à l'audience des criées du Tribunal civil, séant à Perpignan, au Palais de Justice, place Arago, il sera procédé à la vente aux enchères des immeubles suivants :

PREMIER LOT

Une maison et ses dépendances, située à Pézilla-de-la-Rivière dans le village, comprise à la section G, numéro 253 P du plan cadastral, édifiée sur un sol de vingt-cinq centiares plus ou moins, confrontant d'un côté veuve Astor, d'autre côté Fabre, boucher, et du devant la rue.

Sur la mise à prix de trois cents francs, ci..... 300 fr.

DEUXIÈME LOT

Une pièce de terre vigne, perdue, située au territoire de la commune de Pézilla-de-la-Rivière, à la partie appelée *Plan de l'Amon*, section A, numéros 714 P et 715 P du plan cadastral, d'une contenance ensemble de cinquante-trois ares soixante-quinze centiares plus ou moins.

Sur la mise à prix de cinq francs, ci..... 5 fr.

TROISIÈME LOT

Une autre pièce de terre vigne perdue, située au même territoire de la commune de Pézilla-de-la-Rivière, à la partie appelée *Gourguettes*, section A, numéro 1220 du plan cadastral, d'une contenance de vingt-sept ares trente centiares plus ou moins.

Sur la mise à prix de cinq francs, ci..... 5 fr.

QUATRIÈME LOT

Une autre pièce de terre vigne perdue, située au même territoire de la commune de Pézilla-de-la-Rivière, à la partie appelée *mas Fabresse*, section B, numéros 288 P et 289 P du plan cadastral, d'une contenance ensemble de seize ares vingt-six centiares plus ou moins ou ce qui est.

Sur la mise à prix de cinq francs, ci..... 5 fr.

Les immeubles ci-dessus ont été saisis à la requête de la demoiselle Aimée Bourrat, céditaire majeure, sans profession, domiciliée à Pézilla-de-la-Rivière.

Sur la tête et au préjudice du sieur Joseph Faux, cultivateur, domicilié à Pézilla-de-la-Rivière. Le cahier des charges pour parvenir à la vente des immeubles saisis, a été déposé au greffe du Tribunal civil séant à Perpignan où les prétendants pourront en prendre connaissance.

Dressé par l'avoué soussigné, le dix-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Signé : J. LLAMBY, licencié-avoué.

Vente Guérin.

Étude de M^e Louis CAULAS, licencié avoué, rue de l'Ange, 10, Perpignan, successeur de M^e Tournel.

A VENDRE aux enchères publiques sur saisie - immobilière.

Le lundi huit juillet mil huit cent quatre-vingt-neuf, à dix heures du matin, à l'audience des criées du Tribunal civil de première instance séant à Perpignan, au Palais de Justice, place Arago, il sera procédé à la vente aux enchères publiques des immeubles ci-après désignés, situés à la commune de Saint-Paul ou à son territoire, savoir :

PREMIER LOT

Une pièce de terre vigne, sise au territoire de Saint-Paul, lieu dit *Espès Haut*, confrontant du levant Mournet Antoine, dit *Plaisance*, du midi le chemin de Prugnanes, du couchant Gabet et du nord les vacants communaux, d'une superficie totale d'environ deux cent soixante-douze ares, portée au plan cadastral de ladite commune sous les numéros 709, 712 et 719 de la section A.

Mise à prix deux cents francs, ci..... 200 fr.

DEUXIÈME LOT

Une propriété *jeune vigne*, située au même territoire, au lieu dit *le Pla*, confrontant du levant Moulard Louis, du midi la route nationale numéro 117, du couchant Sarda Pierre et du nord le chemin de Gourguignon, d'une superficie de vingt ares environ et portée au plan cadastral sous le numéro 1.254 P. de la section A.

Mise à prix vingt francs, ci..... 20 fr.

TROISIÈME LOT

Une propriété *inculte*, située au même territoire, lieu dit *Col de rose bas*, confrontant du levant les héritiers de François Guérin, du midi les vacants communaux, du couchant veuve Dupois Célestin et du nord un chemin, d'une contenance d'environ cinquante-six ares, portée sous les numéros 577 P et 590, section D du plan cadastral.

Mise à prix dix francs, ci..... 10 fr.

QUATRIÈME LOT

Une propriété *vigne*, complantée d'oliviers et figuiers, située au même territoire, lieu dit *le Flamand*, confrontant du levant à Salles Auguste, du midi un ruisseau, du couchant la Carrerade et du nord un autre chemin, d'une contenance totale d'environ quatre cent quarante-sept ares, portée sous les numéros 1334, 1335, 1340 et 1413, section B du plan cadastral.

Mise à prix trois cents francs, ci..... 300 fr.

CINQUIÈME LOT

Une propriété *vigne*, située au même territoire, lieu dit *Planach*, confrontant du levant le chemin d'exploitation, du midi Pech Célestin, du couchant un ruisseau, du nord Pla Jean dit *Léon*, d'une contenance d'environ cent ares, portée sous les numéros 242, 243 et 244 de la section C du plan cadastral.

Mise à prix cinquante francs, ci..... 50 fr.

SIXIÈME LOT

Une propriété *vigne*, au même territoire, lieu dit *Almieres* ou *Palmiers*, confrontant du levant Planet Philip, du midi Coste Barthélemy dit *Nantille*, du couchant Maury Louis et du nord aux vacants communaux, d'une contenance de vingt ares environ, portée au plan cadastral sous les numéros 254 et 343 de la section A.

Mise à prix dix francs, ci..... 10 fr.

SEPTIÈME LOT

Une maison d'habitation, servant d'écurie et de cave, sise à Saint-Paul, rue du Théâtre, confrontant du sud-est la dite rue du Théâtre, du couchant Billès Laurent, du nord Rouzy Baptiste et de derrière Mournet Jean dit *Babille*, d'une superficie totale de deux cent quarante-un mètres carrés, portée sous le numéro 98 P de la section B du plan cadastral.

Mise à prix trois cents francs, ci..... 300 fr.

Ces immeubles ont été saisis au préjudice du sieur Barthélemy Guérin, propriétaire, domicilié à Saint-Paul.

Certifié véritable :

Signé : L. CAULAS, licencié-avoué.

ÉGLISE DE VINÇA

Par son testament olographe en date du 31 mai 1888, déposé aux minutes de M^e Salvo, notaire à Vinça, le 31 mai 1889, M. Joseph Fino, officier de santé, domicilié à Vinça, a légué à l'église de Vinça une somme de cinq cents francs.

Le présent extrait est fait conformément à l'article 3 de l'Ordonnance Royale du 14 janvier 1831, avec invitation aux héritiers dudit M. Fino d'adresser au Préfet du département dans les délais fixés les réclamations qu'ils auraient à présenter.

Pour extrait : SALVO.

M. FRANÇOIS GADEL

maître d'hôtel du Helder, à l'honneur d'informer sa clientèle ainsi que celle de M. Louis Laffon, décédé, qu'il prend la suite de la maison Louis Laffon, traiteur, rue des Augustins, et qu'il s'efforcera de conserver la bonne réputation de cette maison.

A AFFERMER

Le domaine de Mlle de Règues, à Saint-Cyprien et Latour-Bas-Elne, contenant 90 hectares, dont 40 hectares environ à l'arrosage.

A VENDRE A TROUILLAS

Deux ou trois mille kilog. de *pêches* dont moitié à cueillir de suite. S'adresser pharmacie Montoya, à Perpignan.

A VENDRE

Une très grande porte de cave ou de magasin en fer plein. S'adresser au bur. du journal.

A LOUER

Une très belle écurie de maître. S'adresser au bureau du journal.

On demande GRANGER

un sérieux et capable. Inutile de se présenter sans de bonnes références. S'adresser au bureau du journal.

A LOUER

1^{er} et 2^e étages, rue de l'Argenterie, n° 5. S'y adresser.

MAGASINS à louer et à vendre par parcelles, route de Prades, au fond de la Pépinière, pour entrer en possession le 1^{er} septembre prochain.

S'adresser à M^{me} veuve Laurent Guiter, rue des Cardeurs, n° 5, à Perpignan.

CAFÉ BARLERIN

Hygiénique de Santé Stomachique Digestif et fortifiant.

Le Café Barlerin est recommandé aux personnes nerveuses ; il facilite la digestion, gère les gastrites, les gastralgies et les irritations d'intestins, détruit la constipation, stimule l'appétit, rend le sommeil aux personnes irritées par des excès de travail ou de plaisir ; donne les meilleurs résultats dans les migraines et les névralgies. Le Café Barlerin est le meilleur marché et le plus agréable de tous les cafés de santé ; c'est un produit alimentaire, composé de fruits adoucissants ayant une composition chimique à peu près semblable à celle des eaux minérales les plus en réputation.

Se vend chez l'inventeur, R. Barlerin, chimiste à Tarrare (Rhône). Dépôt à Perpignan, chez M. Crozat-Lalanne, épiciers.

Perles Pepsine pure

de CHAPOTEAUT

Elles sont souveraines contre les Maux d'estomac, les Gastrites, les Gastralgies, les Renvois de Gaz, les Nausées, les Pituities, les Vomissements, le Gonflement de l'estomac et de l'intestin et suppriment les Migraines, les Maux de tête, les Somnolences, provenant de Digestions laborieuses. Exig' le nom de CHAPOTEAUT sur chaque capsule..... CHAPOTEAUT

Dépot toutes Pharmacies.

EAU BOULOU (Vermorel-Orléans) aide carboïque

CHLORURE SODIQUE SUPPLÉMENT ALCAINE, GAZÉUX, CONTIENDES MALADIES DE LA PEAU

SOULAGE GASTRIQUES, GASTRALGIES, DYSPÉPSIES, MALADIES DU FOIE

Ces eaux d'un goût agréable, provoquent l'appétit, facilitent la digestion, guérissent les catarrhes intestinaux et ont une grande efficacité dans les maladies de la vessie.

CLIMAT DE BOULOU (Pyrénées-Orientales) ETALABERMENT QUVERT TOUTE L'ANNÉE

Ces eaux se conservent facilement en bouteilles. Se trouvent chez tous les pharmaciens, marchands d'eaux minérales.

RÉGISSEUR capable, ayant demandé déjà géré, est demandé immédiatement. S'adresser au bur. du journal.

M^{lle} VIROS, institutrice dévouée, missionnaire, à l'honneur d'informer les familles qu'elle donne des leçons de français chez elle, rue des Taverne-Vieilles, 3, et à domicile.

AMIET la plus ancienne et la plus renommée dans l'industrie horlogère, fab. auc. Directeur de l'École Nationale d'Horlogerie

AUTEUR DE CHRONOMÈTRES OFFICIELS S. S. LÉON XIII par le Diocèse de Besançon

MONTRES DE TOUS GENRES GARANT DE 15 ANS - PRIX DE FABRIQUE Catalogue et Desins francs. — BESANCON

GUERISON CERTAIN

de toutes les affections de la PEAU, des Plaies et Ulcères VARIQUEUX, considérés comme incurables par les plus célèbres médecins. Ce traitement ne dérange pas du travail, il est à la portée des petites bourses et des le 2^e jour il produit une amélioration sensible. — M^{re} LÉONORMAND, Méd.-spéc., à Melun, St-Lizien, 44 Consultation gratuite par correspondance.

FABRIQUE DE VOITURES ÉCHANGES — RÉPARATIONS

F. ROUGÉ

Rue Notre-Dame, 15, et Théâtre des Variétés, Perpignan.

M. ROUGÉ prévient sa nombreuse clientèle que l'on trouve dans ses magasins des voitures neuves et d'occasion. Landaus, Coupés, Calèches Mylords, Américaines, Ducs Phaétos, Vis-à-vis, Breacks, Trotteuses, Charrettes-Anglaises, etc. etc.

Ateliers de forges, Sellerie, Peintures

HARNAIS EN TOUS GENRES Assortiment de Lanternes.

LEÇONS DE MUSIQUE

M. AYMES, si avantageusement connu à Perpignan, professeur de l'École d'Instrumentation Catalana, forme des élèves chez lui ou à domicile, soit pour instruments à corde, soit pour la musique vocale, Méthode des conservatoires français. — Prix modérés. Rue de l'Anguille, 32 bis.

A. VASSAL & E. VERGÈS

2, Rue Saint-Jean, Perpignan.

Achat et vente de Rentes, Actions et Obligations françaises et étrangères, cotées à la Bourse et en Banque. — Echange de titres. — Remboursement des titres sortis. — Encaissement de Coupons. — Gestions. — Prêts et Avances sur titres. — Souscriptions.

Les coupons de la Compagnie de Suez et les titres remboursables sont payés sans frais chez MM. A. Vassal et E. Vergès, correspondants de la Compagnie.

AGENCE D'ÉMIGRATION

autorisée par le Gouvernement.

Transports et passages, à prix réduits, pour tous les points du globe.

Avances de passages pour le Chili et la République argentine. S'adresser à M. Eug. Dorche, Place du Marché-Neuf, à Perpignan.

LINIMENT GÉNEAU 37 ANS DE SUCCÈS

MARQUE DE FABRIQUE Plus de FEU! Plus de TARE!

Adopté par les Vétérinaires, Eleveurs, Gendarmes.

Guérison rapide et sûre des Boiteries, Poulures, Ecarts, Molettes, Vessigons, Engorgement des jambes, Surois, Sparvins, etc. — Révulsif et Résolvant. — Prix 6 francs. — MESTIVIER & C^{ie}, 275, rue St-Honoré, PARIS, et Pharm. Envoi franco contre mandat de 6 francs

ENCRE AZULINE

indélébile et non corrosive, spéciale pour les actes notariés et les registres de l'état civil.

En vente à la librairie Latrobe.

Aug. Vinyes-Reste & Cie

CERBÈRE-CETTE-HENDAYE PARIS, 30, Quai Louvre, ALICANTE-BARCELONE-VALENCE

Service régulier de bateaux à vapeur ENTRE MARSEILLE-PORT-VENDRES-ALICANTE DÉPARTS TOUS LES 10 JOURS DE MARSEILLE ET PORT-VENDRES

Le service sera assuré, à partir du 18 juin, par les vapeurs français de grande vitesse :

Président-Troplong, de 650 Tonneaux ; Hérault, de 653 tonneaux ; Pytheas, de 465 tonneaux. POUR FRÊT ET RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER : A M. J. SANYAS, à Port-Vendres ; Ludovic LAUGIER, à Marseille ; F^o M. LAGUILLON, à Alicante.

PORT-VENDRES IMPORTATION DIRECTE ANCIENNE MAISON TH. CORTADE

NOMDEDEU ET OLIVER

SUCCESEURS

En débarquement CAROUBES DE CHYPRE

PREMIER CHOIX par le trois-mâts italien Tito Secondo. PRIX MODÉRÉS pendant le débarquement.

La Maison a toujours dans ses vastes magasins de grandes quantités d'Avoines Smyrne, Penderma, Rodosto, Oran, Noire, farines, sons, maïs, etc., etc.

A LA PLACE ARAGO

Continuation de la Liquidation Générale pour cause de cessation de commerce. Stock considérable de draperie prix spéciaux pour Messieurs les Tailleurs. Habillements confectionnés sur mesure depuis 50 francs, c'est-à-dire à moitié prix de leur valeur réelle.

La vente ne se fera qu'au comptant. ON DEMANDE DES EMPLOYÉS.

C^{ie} Générale Transatlantique PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS. LIGNES POSTALES.

Départs de	Départs de
Port-Vendres	pour
Marseille	pour
Port-Vendres	pour

NOTA. — Les départs des lignes commerciales sont aussi réguliers que ceux des lignes postales. ASSURANCES MARITIMES A PRIMES RÉDUITES : Un franc par mille francs de ou pour CETTE et MARSEILLE. Deux francs par mille francs de ou pour ALGER et ORAN. Pour frêt, passages et renseignements, s'adresser à M. Tros, agent de la Compagnie, à PORT-VENDRES.

Librairie de Ch. LATROBE :

LA LECTURE

0 fr. 60 cent. le numéro

Le prochain numéro de la Lecture, portant la date du 25 juin, sera accompagné à titre de prime absolument gratuite, de l'Été, très belle planche en couleur, grand format, exécutée avec le plus grand soin d'après une peinture d'Emile Bayard.

CARTE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

à l'échelle du 80.000. — 1^{re} 70 sur 1^{re} 10, collée sur toile, vernie, avec bâtons d'après les feuilles de l'Etat-Major. Prix : 18 fr.

Le Gérant : Ch. LATROBE. Imprimerie Ch. LATROBE, rue des Trois-Rois, 1, Perpignan.